



Conseil économique et social

Distr. générale
30 novembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social et à la vingt-
quatrième session extraordinaire de l'Assemblée

générale : thème prioritaire : stratégies

d'élimination de la pauvreté visant à parvenir
à un développement durable pour tous

**Déclaration présentée par la Society for the Psychological
Study of Social Issues (SPSSI), l'Association internationale
de gérontologie et de gériatrie et l'International Network
for the Prevention of Elder Abuse (INPEA), organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil économique et social***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Nous appuyons résolument la cinquante-sixième session de la Commission du développement social et le choix de son thème prioritaire, « stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous ». Nous appuyons également la mission de la treizième session : promouvoir la santé – préserver la sécurité mondiale – œuvrer en faveur des plus vulnérables. Nous proposons plusieurs recommandations sur la manière de renforcer le Programme de travail pour la période d'activité 2019-2023 et de réaliser les priorités stratégiques qui ont été fixées.

Pour commencer, nous affirmons la nécessité d'adopter une perspective proactive du parcours de vie. Un nombre croissant de recherches démontre que les avantages et les inconvénients sont souvent cumulatifs ; il est donc essentiel d'être proactif et d'adopter une démarche fondée sur le parcours de vie. Cette conception a été formulée par le Département du vieillissement et de la qualité de la vie de l'Organisation mondiale de la Santé, en collaboration avec de multiples parties prenantes. Cette stratégie et son plan d'exécution ont également été approuvés à l'unanimité par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies en 2016, ainsi que par le G8.

Dans le contexte d'une démarche fondée sur le parcours de vie, nous recommandons à l'OMS d'accorder une attention particulière à deux groupes : les femmes et les personnes âgées. Les contributions et besoins spécifiques des femmes de tous âges et des personnes âgées doivent être reconnus. De nombreuses femmes et personnes âgées vivent au sein d'une famille, se soucient de la santé et du bien-être de ses membres et y contribuent. Malheureusement, les femmes de tous âges et les personnes âgées ont tendance à être défavorisées dans de nombreux domaines, malgré le rôle crucial qu'elles jouent en ce qui concerne leur propre santé ainsi que celle de leurs familles et de leurs communautés. Outre les jeunes mères, toutes les mères et les autres principaux aidants familiaux doivent être soutenus dans les domaines suivants : l'accès à l'éducation des enfants et des adultes ; l'accès à des sources de revenus, telles que l'emploi rémunéré et des subventions du Gouvernement, notamment des subventions pour la garde d'enfants et des pensions de vieillesse.

On trouvera ci-après cinq exemples issus de recherches, illustrant et précisant les deux principales recommandations formulées ci-dessus. Veuillez noter que ces exemples et stratégies sont pertinents pour les pays développés comme pour les pays en développement.

1. Les données montrent qu'une meilleure éducation des femmes se traduit par l'amélioration de la situation financière de leur famille et leur communauté. Les gains en termes de ressources financières, à leur tour, se traduisent par une meilleure nutrition, une meilleure éducation, davantage de soins préventifs, une amélioration de la santé tout au long de la vie et une meilleure prise en charge des maladies. En outre, ces avantages sont manifestes à la fois pour les femmes elles-mêmes et pour leurs familles.

2. Il a été démontré qu'une amélioration de l'accès aux pensions publiques améliorerait la santé des individus et des multiples générations souvent présentes dans les familles. Aujourd'hui, avec l'augmentation du nombre des grands-parents élevant leurs petits-enfants pour des raisons diverses, la portée de ces ressources peut être considérable. En outre, il est établi que lorsque des ressources financières sont entre les mains des personnes âgées, elles peuvent réduire la maltraitance et la négligence des personnes âgées et d'autres membres de la famille.

3. Une tendance mondiale à l'exode des jeunes adultes et personnes d'âge moyen des zones rurales vers les zones urbaines a laissé de nombreuses personnes âgées et de jeunes enfants avec peu de ressources. Les personnes âgées continuent de travailler la terre jusqu'à un âge avancé, tandis que les enfants confiés à leurs grands-parents n'ont que peu ou pas accès à l'éducation, à une bonne nutrition, à la santé préventive, à la vaccination, etc. Il est nécessaire d'intervenir de façon novatrice, par exemple en développant des coopératives de travail pour alléger le fardeau de tous les membres de la communauté, et des services de garde subventionnés par l'État pour accroître les ressources disponibles pour les enfants tout en améliorant la capacité de leurs parents et des autres membres de la famille à accéder à des ressources supplémentaires qui, à leur tour, contribuent à la santé et au bien-être des personnes de tous âges.

4. La discrimination contre les femmes persiste et doit être combattue. Tant que cette discrimination demeure, les droits des femmes sont menacés ou ignorés et elles sont particulièrement vulnérables face à la pauvreté. Pour réduire la pauvreté des femmes tout au long de la vie on peut envisager comme stratégies de les scolariser au-delà de l'école primaire, d'éliminer les pratiques discriminatoires en matière d'emploi, de leur donner des opportunités telles que des projets de micro financement destinés spécifiquement à elles, de leur donner le droit à la propriété, l'accès à la planification familiale et aux soins de santé, et de les protéger contre la violence.

5. Enfin, il est nécessaire de tenir compte du fait que ceux qui dispensent des soins de longue durée aux enfants, adultes et personnes âgées handicapées ou malades chroniques bénéficient rarement de ressources. Ces aidants non rémunérés sont souvent des femmes et des personnes elles-mêmes âgées.

Pour conclure, l'Association internationale de gérontologie et de gériatrie, la Society for the Psychological Study of Social Issues et l'International Network for the Prevention of Elder Abuse s'associent pour prier l'Organisation mondiale de la Santé de trouver réponse aux questions susmentionnées, d'autant que l'OMS œuvre en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable, notamment l'objectif 1, l'objectif 3, et l'objectif 5.